La Commune

Concertations –Macron, syndicalisme de suggestions, grèves séquencées…« POURQUOI ILS FONT ÇA ? »

actions différées

La stratégie des hautes instances syndicales ne lasse de surprendre. Les cheminots sont les premiers à en faire les frais. Mais, au nom de l'unité voire de la sauvegarde des syndicats assiégés, il ne faudrait rien dire ou en dire le moins possible car cela ferait le jeu de Macron. Il faudrait « Wait and see », attendre et voir. En attendant, nous pourrions prier tous ensemble pour la « convergence des luttes », pour un « débordement général » ou aller faire sa fête à Macron. Or, pour nous, le véritable obstacle à la mobilisation se situe au niveau des chefs des confédérations et des chefs de la pseudo-intersyndicale de la SNCF. Reste à essayer de comprendre ce que ressentent de nombreux grévistes : pourquoi ils font ça ? ». Et comment faire pour renouer avec les méthodes de la lutte des classes dans un seul but : abrogation-retrait de toutes les réformes Macron ? Voici notre point de vue.

Contenu

Défense de nos acquis = action défensive-Vraiment ?.

Syndicalisme de revendications et de rupture ou syndicalisme de suggestions au Pouvoir ?.

Silence dur la réforme de 2014 et sur la filiale « Masteris ».

Le groupe des députés « France insoumise » troquent le Statut contre la Convention collective.

L'école « rénovatrice » des dirigeants CGT-Cheminots.

Nous le savons, certains militants attendent de la jeunesse qu'elle pallie à la carence des directions syndicales, qu'elle devienne une « avant-garde tactique » créant comme sur commande un Mai 2018 provoquant l'étincelle qui, comme le disait « un grand timonier », mettra « le feu à la plaine ». Voilà qui est très-très aléatoire : La mobilisation de la jeunesse autour d'un objectif simple qui unit la masse des étudiants à partir de leurs besoins immédiats fera bien plus que tous ces doux rêves éveillés de nuits blanches, rouges, couchées ou debout. Cet objectif existe : retrait de la loi Vidal O.R.E de sélection à l'université.

Les questions restent donc entières :

- **Pourquoi les directions syndicales ne prennent-elles pas fait et cause pour le retrait des réformes Macron, pour le retrait des réformes ferroviaires ?**
- **Pourquoi se prêtent –elles au jeu traître des concertations et pseudo-négociations POUR les réformes ?**

La stratégie qu'elles imposent découle directement de ces « positionnements ».

Défense de nos acquis = action défensive-Vraiment ?

Lorsque nous luttons pour garder nos acquis, nous pensons habituellement que nous sommes sur la défensive.

En réalité, nous luttons pour sauvegarder ce que les capitalistes avaient été obligés de lâcher, par crainte de tout perdre. Ce fut le cas en 1936, en 1945 et dans la foulée de 1968. Mais, à peine les capitalistes avaient-ils dû lâcher quelque chose, ils s'organisaient avec les gouvernements successifs pour les reprendre, par tous les moyens possibles. Ce qui est devenu vital dès que la crise, à partir de la fin des années 60, a sévit dans le monde entier. La nécessité vitale pour les capitalistes de maintenir les « taux de profit » exige que droits collectifs, acquis, législation sociale soient démantelés. De ce fait, il n'y a plus de « grain à moudre » pour les négociations entre « partenaires sociaux », plus de place pour les organismes paritaires de gestion de l'assurance-chômage, de la sécurité sociale, de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

S'agissant des assurance-chômage, il faut savoir qu'à l'origine, en 1945, le risque chômage devait être intégré à la Sécurité sociale. C'est pour empêcher cela que les patrons en 1957 ont proposé la création de l'UNEDIC, dans la voie du démantèlement de la Sécurité sociale couvrant tous les risques. Dix ans plus tard, par ordonnance, la Sécu a été démantelée en différentes branches : maladie, accidents, vieillesse etc…

Syndicalisme de revendications et de rupture ou syndicalisme de suggestions au Pouvoir ?

Les appareils syndicaux, pris à la gorge, se trouvent donc depuis plusieurs années pris à la gorge et sommés de choisir : ou bien renouer avec le syndicalisme de lutte de classe et de rupture, ou alors s'intégrer progressivement à l'Etat, un syndicalisme de suggestions, d'accompagnement des réformes, de médiateurs dans leur « bonne » application qui sera une école de « l'exercice de l'Etat », un tremplin pour de futurs « ministrables » intégrés à la « technostructure ».

Nous avons écrit ce que nous pensons du rapport des experts de la CGT Cheminots remis au Premier ministre.

Ce rapport, à l'évidence, n'est pas –mais alors, pas du tout – un rapport de syndicalistes de classe et de masse, ni même de syndicalistes de « compromis social » en vue d'une sorte d'équilibre entre concessions et avancées pour « la paix sociale ». Non, c'est un rapport de suggestions, sur la façon dont l'Etat pourrait « socialiser les pertes », à savoir la Dette, en proposant des taxes pour l'amortir. Un rapport qui dit comment emboîter la SNCF « intégrée » aux règles européennes d'ouverture à la concurrence. Un rapport qui appelle « autre réforme » ce que l'ancien ministre Gayssot aurait appelé « réforme de la réforme ».

Silence dur la réforme de 2014 et sur la filiale « Masteris »

Notez bien que plus personne ne parle de la réforme de 2014. C'est devenu la réforme inconnue. Ce qui permet au gouvernement présent de dire : « on va interdire le Statut aux nouveaux entrants » à grand fracas alors qu'il enfonce ici une porte ouverte par la réforme de 2014. Nous sommes apparemment les seuls à le rappeler : la loi du 4 août 2014 permet déjà d'embaucher les nouveaux entrants au régime sec de la future convention collective de droit privé, une convention collective que les chefs de SUD-rail ont revendiquée…En lieu et place de l'élargissement du Statut à tous les cheminots contractuels et du privé, prestataires (tels nettoyage des trains et locomotives).

Silence aussi sur cette assertion de François Hollande à propos de la grève des cheminots de 2014 : « *Regardez la grève de la SNCF. La loi avait été écrite avec la CGT. Ses représentants insistaient pour que la réforme soit inscrite le plus vite possible. Une journée de grève symbolique et ce sera tout, nous promettaient-ils* » [1]. Hollande baratinait-il ou non ? Une chose est sûre : à ce moment-là, ni CGT ni SUD n'exigeaient le retrait du projet de réforme.

Silence aussi sur la filiale née en 2011 « Masteris », programmée pour absorber de tous les cheminots de la maintenance des rames et des locomotives. Ces cheminots au gré des appels d'offre pourront entretenir le matériel des sociétés concurrentes. Que restera- t-il de SNCF-mobilités, déjà « délestée » des agents de l'infrastructure (voies et bâtiment, etc) lorsque les 25 000 agents du Matériel roulant seront sous « filiale » ?

Quand les députés « France insoumise » troquent le Statut contre la Convention collective

Tout dernièrement le groupe des députés de la France insoumise s'est distingué en proposant de transformer le Statut en convention collective public-privé (qui est déjà en cours de création). Il faut le lire pour le croire : « *Enfin, nous n'estimons pas, comme le fait le gouvernement, que l'ouverture à la concurrence nécessite la disparition du statut des cheminots. Pour le préserver, il suffit de le transformer en convention collective des travailleurs du rail, qui s'appliquera à tout salarié travaillant dans ce secteur, ainsi qu'aux entreprises sous-traitantes de la SNCF dont les salariés ne bénéficient actuellement pas des caractéristiques du statut. C'est ce que nous défendrons dans un amendement ultérieur* »[2]

Qui leur a soufflé cette idée tordue ? Ces députés ignorent-ils que même la plus belle des conventions collectives sera plus précaire qu'un Statut qui existe depuis 1920 ? Ignorent-t-il que la convention collective est une des dispositions de la réforme de 2014 ?

Evidemment ces rappels ne sont pas fait pour dire « les jeux sont faits » puisque le mal a été fait en amont de Macron. Au contraire, le retrait de la réforme Macron-Borne serait un solide point de départ pour renverser la vapeur, aller vers l'abrogation des réformes de 2014 et 1997 qui sont les deux premiers étage de la fusée destructrice.

L'école « rénovatrice » des dirigeants CGT-Cheminots

Nous pensons que les dirigeants syndicaux cheminots cherchent à définir avec le gouvernement un nouveau rôle et une nouvelle place pour les représentants syndicaux à la SNCF. Ce que les rénovateurs le Duigou de la CGT et Herzog du PCF appelaient déjà au début des années 90, un syndicalisme « d'intervention dans la gestion » et de « conflictualité positive », montant en créneau contre toute idée « d'antagonisme de classes » entre capitalistes et salariés, ramenant la question de classes à de simples « oppositions » tout à fait « dépassables ».

Ces deux-là, Le Duigou et Herzog n'inventaient rien, ils traduisaient dans le langage de la CGT les « innovations » des penseurs de la CFDT. Ces derniers n'inventaient rien, ils remettaient au goût du jour les principes de l'Encyclique Rerum Novarum du Pape Léon XIII, en 1891.

En voici ce bref extrait : « *L'erreur capitale, dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une affirmation à ce point déraisonnable et fausse que la vérité se trouve dans une doctrine absolument opposée…* »

Ou encore : « *le premier principe à mettre en avant, c'est que l'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible, dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau. Sans doute, c'est là ce que poursuivent les socialistes. Mais contre la nature, tous les efforts sont vains. C'est elle, en effet, qui a disposé parmi les hommes des différences aussi multiples que profondes; différences d'intelligence, de talent, de santé, de force; différences nécessaires d'où naît spontanément l'inégalité des conditions. Cette inégalité d'ailleurs tourne au profit de tous, de la société comme des individus. La vie sociale requiert dans son organisation des aptitudes variées et des fonctions diverses, et le meilleur stimulant à assumer ces fonctions est, pour les hommes, la différence de leurs conditions respectives…* » [3]

Les restaurateurs se déguisent parfois en Rénovateurs… Rappelons que la CFDT a été créée par un congrès de la CFTC en 1964 (confédération française des travailleurs chrétiens).Seule une minorité Avait alors maintenu dans sa version « confessionnelle ». CFDT et CFTC d'aujourd'hui sont les deux branches d'un même rameau.

- Il est encore temps pour les dirigeants fédéraux CGT et SUD, considérés par la majorité des cheminots comme les représentants du syndicalisme de lutte, de se sortir de cette béchamel infernale et d'entrer dans la voie de la rupture avec les réformes.
- Il est encore temps pour Martinez de se sortir de cette même mélasse gluante de concertation, de quête de pacte avec le Pouvoir qui, lui, veut faire la peau des syndicats et en faire sa police sociale dans les entreprises.

Sinon, ils seront désavoués comme l'est Mailly en ce moment-même, au congrès confédéral de l'autre CGT, à savoir Force ouvrière. (Dont le vrai nom est : confédération générale du travail –force ouvrière).

A suivre.

25 avril 2018

[1] [3] - Hollande cité par Michelle Cotta ***- Comment en est-on arrivé là ?*** Robert Laffont éditeur, 2016. Page 235

[2] http://www.assemblee-nationale.fr/15/amendements/0851/AN/38.pdf

[3] http://w2.vatican.va/content/leo-xiii/fr/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_15051891_rerum-novarum.html

---

Modifié le mercredi 25 avril 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires … Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse … la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre … contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »